Suisse à 10 millions : pourquoi les réfractaires à la politique pourraient faire la différence

Line Rennwald, Lukas Lauener
2nd April 2026

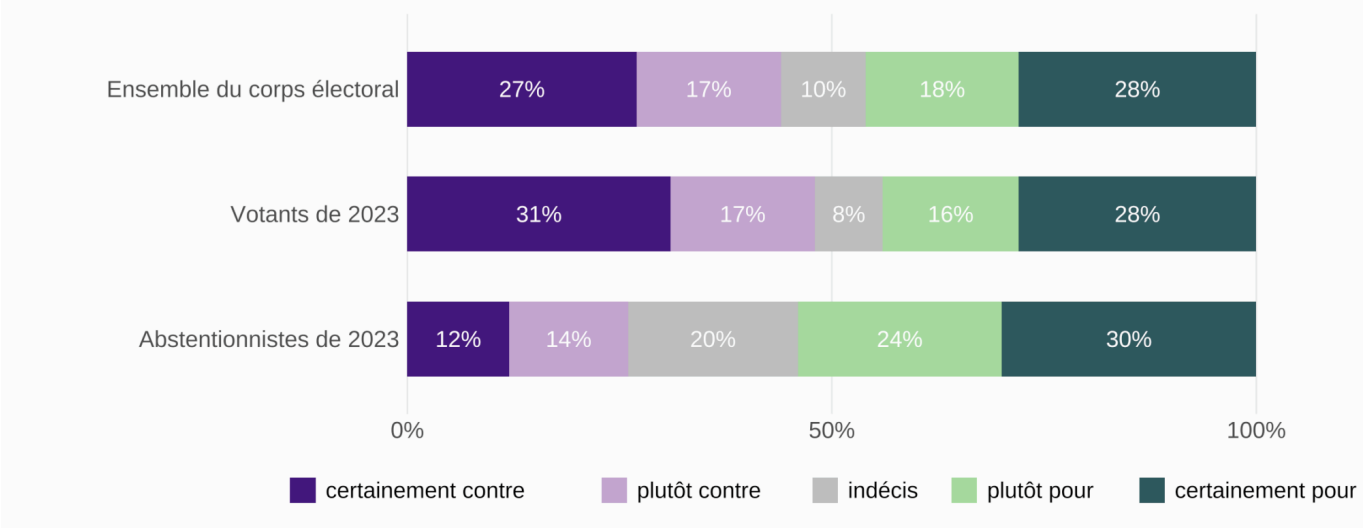


Une analyse de l'enquête panel Selects montre que l'initiative "Pas de Suisse à 10 millions !" recueille un soutien majoritaire parmi les personnes qui s'inquiètent de leur situation financière personnelle et considèrent l'immigration comme le principal problème politique. Le succès ou l'échec de l'initiative de l'UDC aux urnes dépendra aussi du potentiel à mobiliser celles et ceux qui, en général, s'abstiennent (le plus souvent) de participer aux élections et aux votations – si seul-es les votant-es assidu-es se rendent aux urnes, l'initiative échouera le 14 juin.



La campagne sur la votation sur l'initiative de l'UDC « Pas de Suisse à 10 millions ! » sera sans conteste très engagée et disputée. L'enquête panel de l'étude électorale suisse Selects qui a interrogé les mêmes personnes sur leurs choix lors des élections fédérales de 2023 et à l'occasion de onze votations fédérales depuis juin 2023 (principalement les votations de juin et de septembre chaque année) livre des observations intéressantes. La cinquième et plus récente vague de l'enquête, qui s'est déroulée de la fin septembre à la mi-novembre 2025 auprès de plus de 4'600 personnes, contenait une question sur le soutien ou l'opposition à l'initiative de l'UDC si la votation se déroulait dimanche prochain. La distribution des réponses laisse présager une issue du scrutin très serrée. La part des personnes qui déclarait être certainement en faveur de l'initiative se montait à 28%, la part plutôt en faveur à 18%, alors que celles qui étaient certainement opposées à l'initiative représentaient 27% des personnes interrogées et celles plutôt opposées 17%. Seule une faible part (10%) ne savait pas encore ce qu'elle voterait.

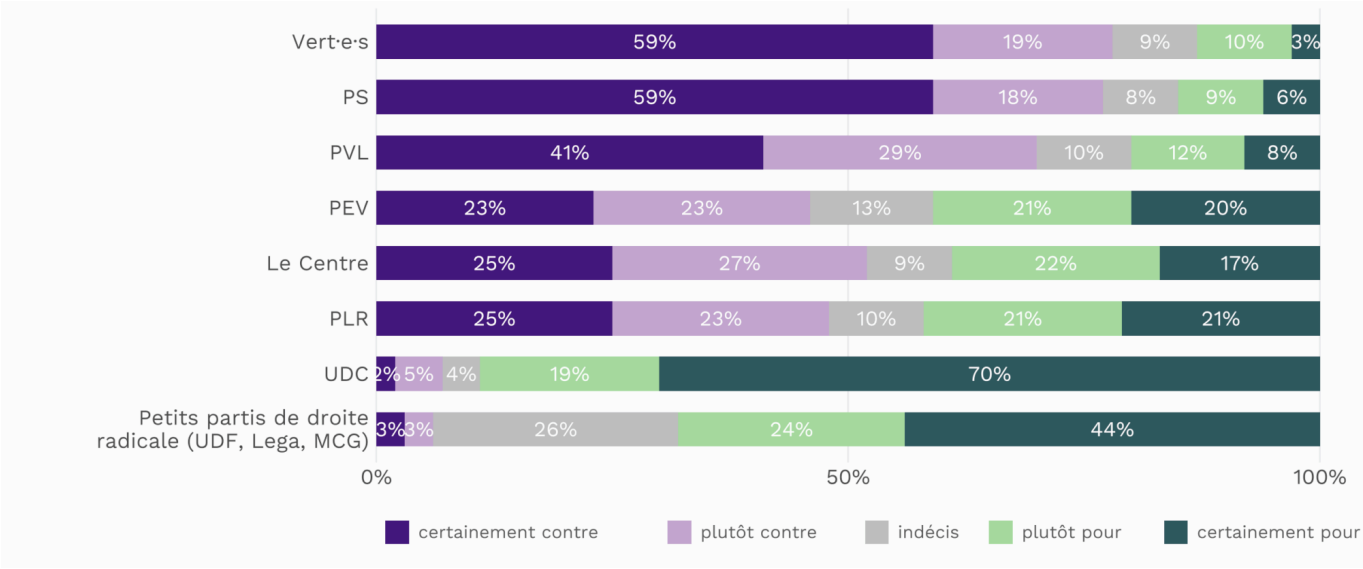
Graphique 1: Selon la participation en 2023



Données: Selects, auteur-es · Graphique: Sophie De Stefani, DeFacto

Le soutien à l'initiative est particulièrement fort dans les rangs de l'UDC : presque 90% de son électorat de 2023 est certainement ou plutôt en faveur de l'initiative. Deux tiers des électeur-ices des petits partis de droite radicale (UDF, Lega, MCG) se montrent également favorables à l'initiative. A l'inverse, près de 80% de l'électorat du PS et des Vert-es y est clairement ou plutôt opposé, suivi par les Vert'libéraux à 70%. L'opposition au texte est plus timorée dans l'électorat du Centre de 2023 (52% de non) et surtout dans les électorats du PLR (48% de non contre 42% de oui – la part restante étant indécise) et du PEV (46% de non contre 41% de oui). Les abstentionnistes des élections de 2023 (plus de la moitié du corps électoral) sont aussi à considérer. Le soutien à l'initiative (54%) y est deux fois plus fort que le rejet de l'initiative (26%), mais la part des indécis-es y est particulièrement élevée (20%).

Graphique 2: Selon le choix de vote de 2023



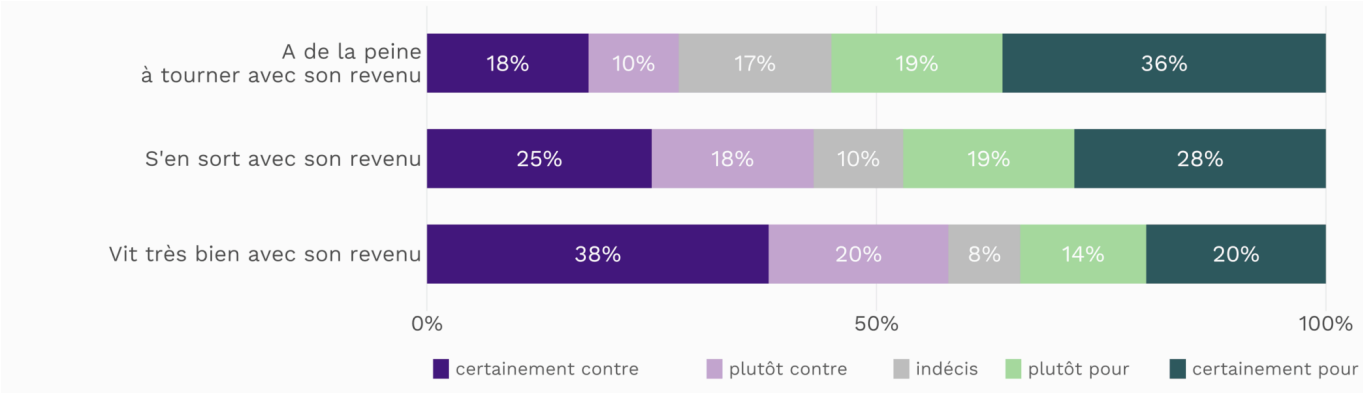
Données: Selects, auteur-es · Graphique: Sophie De Stefani, DeFacto

L'intention de vote sur l'initiative de l'UDC tel qu'exprimée à l'automne 2025 ressemble le plus au vote sur la loi sur le climat (votation de juin 2023). Les partisan-es de l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! » se sont clairement opposé-es à la loi sur le climat – ils et elles ont été interrogé-es sur leur vote sur ce texte dans une vague précédente de l'enquête –, alors que les opposant-es au texte de l'UDC ont voté en faveur de la loi climat. Parmi les opposant-es à la loi climat, on recense ainsi plus de 80% de personnes en faveur de l'initiative UDC. Ceci ne constitue pas une surprise, étant donné que l'UDC était opposée aux autres principaux partis lors de ce scrutin, configuration que l'on retrouvera en juin 2026.

La situation financière personnelle est importante pour l'intention de vote

La votation se déroulant dans un contexte de préoccupations relatives au pouvoir d'achat, il est intéressant d'observer des différences entre les partisan-es et opposant-es à l'initiative à cet égard. Les partisan-es de l'initiative sont bien présent-es (55%) parmi les personnes qui déclarent avoir de la peine à tourner avec leur revenu, un peu moins nombreux-euses (47%) parmi les personnes qui s'en sortent avec leur revenu, et ne sont plus que 34% parmi celles et ceux qui vivent très bien avec leur revenu. Les répondant-es ont aussi été interrogé-es sur les craintes de voir leur situation économique se détériorer en raison de l'inflation. On retrouve davantage de partisan-es de l'initiative (58%) parmi celles et ceux qui sont tout à fait d'accord avec cette affirmation, alors qu'ils et elles sont moins nombreux-euses (30%), mais pas absent-es non plus, parmi celles et ceux qui ne se soucient pas du tout de voir leur situation économique se détériorer.

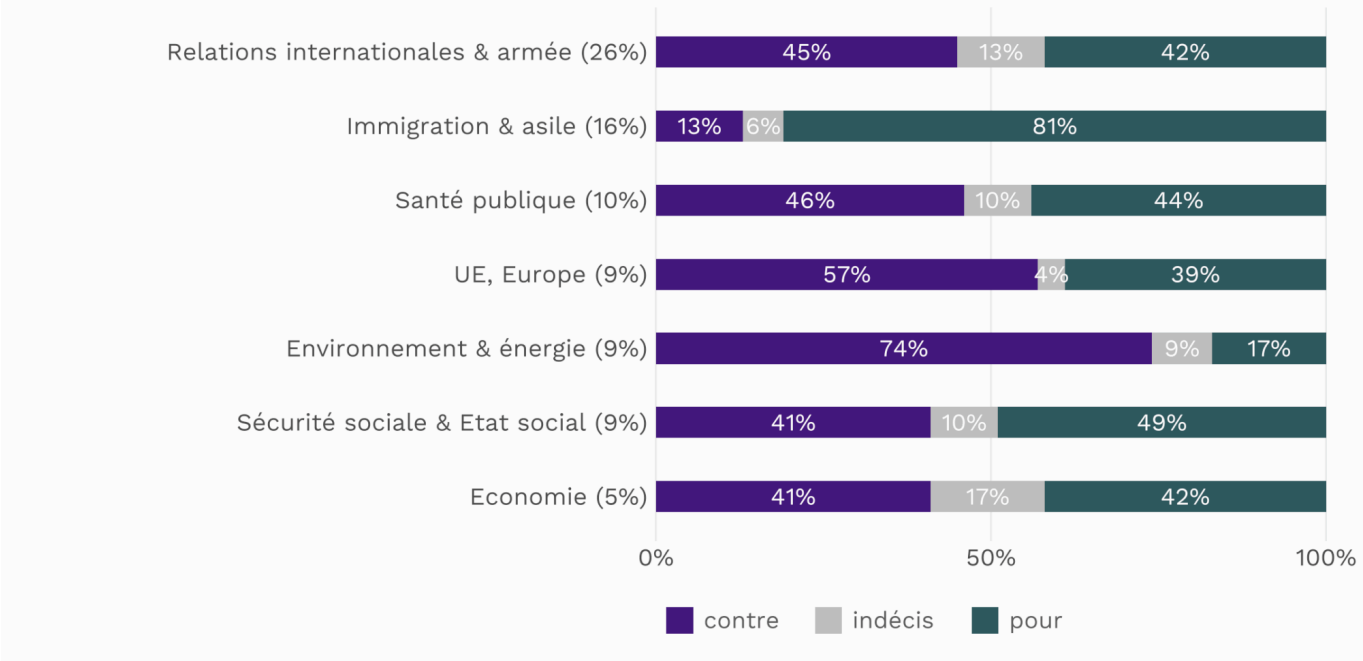
Graphique 3: Selon la situation financière personnelle



Données: Selects, auteur-es · Graphique: Sophie De Stefani, DeFacto

Au moment de l'enquête panel (automne 2025), les domaines suivants ont été de loin les plus fréquemment cités en réponse à la question concernant le problème politique le plus important auquel la Suisse doit actuellement faire face : 1) « Relations internationales & armée » (23%), 2) « Immigration & asile » (16%) et 3) « Santé publique » (10%). Parmi celles et ceux qui considéraient un problème lié aux relations internationales et à l'armée comme le plus important, 42% ont l'intention de voter « oui » à l'initiative de l'UDC, tandis que ce chiffre s'élève à 44% dans le groupe d'individus qui se préoccupaient en priorité de la santé publique. En revanche, parmi les répondant-es qui considéraient les problèmes liés à l'immigration et à l'asile comme prioritaires, 81% se prononcent en faveur de l'initiative de l'UDC.

Graphique 4: Selon le problème politique le plus important



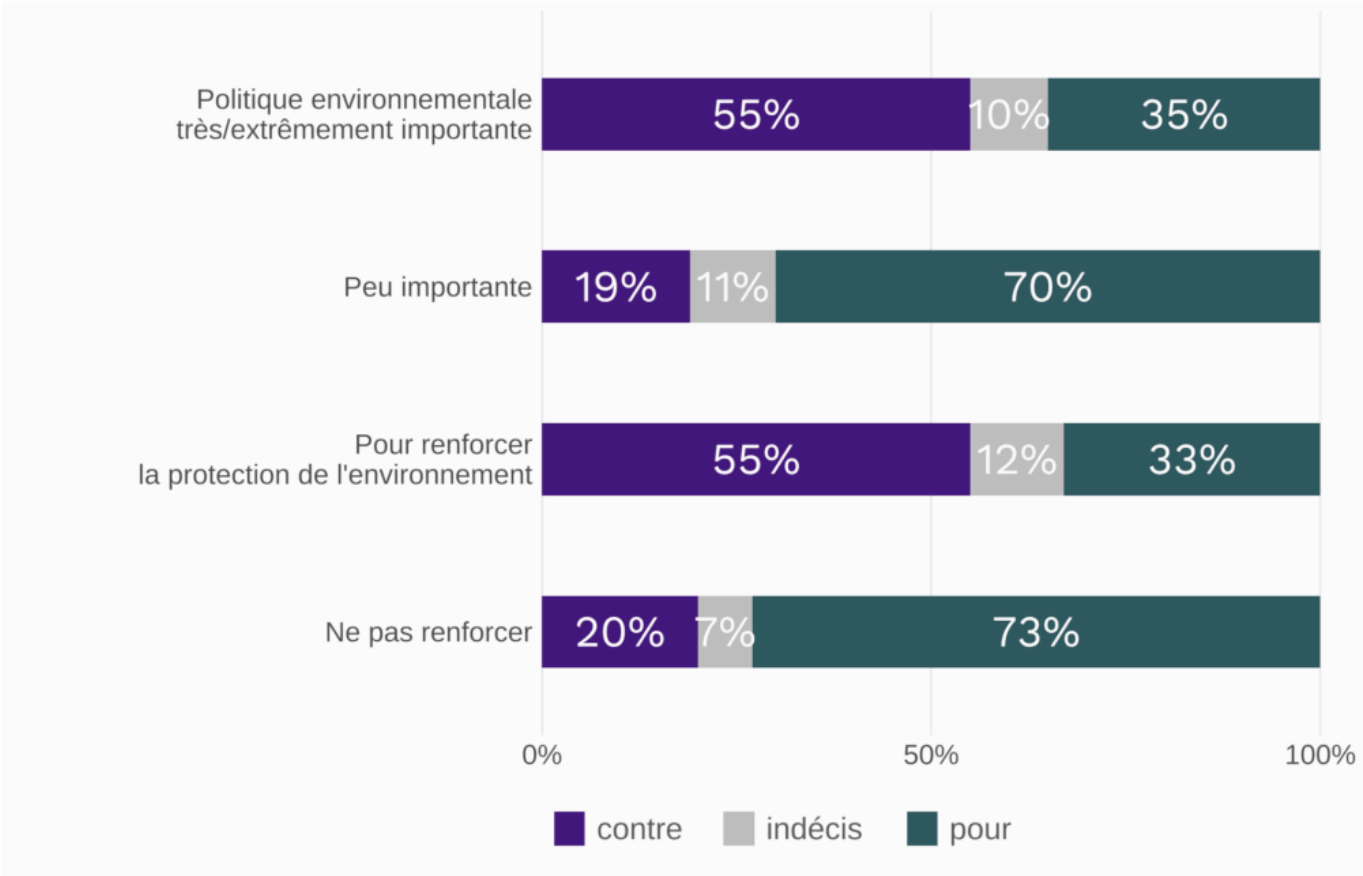
Données: Selects, auteur-es · Graphique: Sophie De Stefani, DeFacto

Le framing de “durabilité” de l’initiative ne convainc pas

La désignation « initiative pour la durabilité », comme on appelle également l’initiative de l’UDC, ne parvient pas à convaincre, du moins parmi celles et ceux qui ont indiqué qu’un problème de la catégorie « Environnement & énergie » constituaient le problème politique le plus important : les trois quarts de ce groupe rejettent la proposition de l’UDC. Le résultat du scrutin de juin dépendra en grande partie de l’évolution de la perception des problèmes par les Suisses-ses d’ici la date du vote.

Le fait que le discours de l’UDC sur la durabilité ne trouve pas d’écho auprès des défenseur-es de l’environnement se reflète également dans le fait que celles et ceux qui accordent une (très) grande importance à la politique environnementale et souhaitent renforcer la protection de l’environnement en Suisse s’opposent à l’initiative dans une proportion supérieure à la moyenne (55% de rejet de l’initiative dans les deux groupes). À l’inverse, ce sont précisément les individus qui jugent la politique environnementale peu importante et ne souhaitent pas renforcer la protection de l’environnement qui approuvent l’initiative de l’UDC dans une proportion supérieure à la moyenne (70% et 73% de soutien à l’initiative respectivement). L’UDC ne parvient donc pas à convaincre les citoyen-nes soucieux-euses de l’environnement en mettant en avant des arguments liés à la protection de l’environnement et au développement durable.

Graphique 5: Selon l’importance donnée à la politique environnementale et les attitudes envers la protection de l’environnement



Données: Selects, auteur-es · Graphique: Sophie De Stefani, DeFacto

La votation sur l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! » va se dérouler le jour qui a correspondu en Suisse à d'importantes mobilisations féministes ces dernières années. On notera que les partisan-es de l'initiative sont nombreux-euses (72%) parmi le petit groupe de personnes qui pensent que les mesures en faveur de l'égalité sont déjà allées trop loin, mais que leur part chute à 27% parmi l'autre petit groupe de personnes qui estiment que les mesures pour l'égalité ne sont pas encore allées assez loin. Deux visions opposées de la Suisse qui vont se dessiner en ce 14 juin 2026.

En fin de compte, la question de la mobilisation sera déterminante pour le vote sur l'initiative de l'UDC. Les intentions de vote divergent ainsi nettement entre les personnes qui ne participent jamais, rarement ou seulement occasionnellement aux votations (52% d'entre elles expriment actuellement l'intention de voter oui à l'initiative) et celles dont la participation aux votations est fréquente voire systématique (44% de soutien à l'initiative).

Note: Cette contribution est tirée d'une chronique parue précédemment dans les colonnes du Temps. Elle a été éditée par Robin Stähli, DeFacto.

Image: Pexels.com